



Valls des ministères... Ne sacrifiez pas le ministère de la culture !

Après la bérézina municipale du 30 mars, un remaniement ministériel semble désormais inévitable et imminent.

Le combat des ego, les questions de personnes, les querelles et les calculs politiques sont plus que jamais disqualifiés et doivent être écartés. Ce qui est posé au lendemain de ce scrutin historique et ô combien préoccupant pour les institutions de notre pays et la démocratie, c'est bien la nature des politiques conduites et la capacité du gouvernement et de la majorité à entendre les attentes de la population et de toutes celles et ceux qui ont exprimé un cri de colère et de désespoir.

L'heure n'est pas à des ajustements cosmétiques. Elle n'est pas non plus aux stratégies de communication fumeuses. Il est temps en effet que les aspirations sociales de nos concitoyens, leur demande impérative de changement profond, de justice et de solidarité soient entendues par le pouvoir.

Nous l'avons suffisamment dit sous la majorité précédente, et a fortiori depuis l'élection présidentielle de mai 2012, pour le répéter aujourd'hui : la culture ne peut pas être considérée comme un supplément d'âme ni comme un hochet que l'on brandit à des fins électoralistes et clientélistes ; elle ne peut pas l'être car elle est par définition essentielle à la construction d'une authentique démocratie, ouverte au progrès, innovante et ambitieuse.

Les politiques culturelles doivent être défendues et développées dans le sens de l'intérêt général et de l'émancipation du plus grand nombre. Cette exigence prend une résonance tout à fait particulière dans un moment où la tentation de l'extrémisme et du rejet de l'autre grandit et menace désormais nos valeurs communes.

Le ministère de la culture est l'une des pierres angulaires du projet nécessaire mais fragile d'une démocratie culturelle. Les enjeux complexes qui traversent notre société justifient plus que jamais le maintien d'un ministère de la culture de plein exercice. Renvoyer nos missions et nos métiers à un secrétariat d'état reviendrait à ravalier la culture à un rôle subalterne et à la portion congrue.

La culture est un investissement pour le développement et l'avenir de toute notre société. Ce n'est pas une variable d'ajustement.

Nous ne pouvons pas accepter que le remaniement ministériel annoncé soit l'occasion de mettre à mal le ministère de la culture et de placer ses agents dans la précarité. La culture ne peut pas se dissoudre dans un portefeuille ministériel fourre-tout et visant en réalité à affaiblir encore le service public.

Nous ne pouvons pas accepter que notre ministère devienne un secrétariat d'état aux ordres. A prendre une telle décision, nos gouvernants prendraient une très lourde responsabilité devant l'histoire .

Toutes celles et ceux qui se sont battus durant le dernier quinquennat pour sauver ce ministère ne sont pas prêts à reculer.

Paris, le 31 mars 2014